

## PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société SUEZ RV Ile de France à Liancourt-Saint-Pierre et Lierville de respecter les prescriptions de l'alinéa 1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2008 et de l'alinéa 4 de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2014

LE PREFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 encadrant le fonctionnement de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV Île-de-France sur les communes de Liancourt-Saint-Pierre et Lierville ;

Vu l'alinéa 1 de l'article 27 du l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 sus-visé qui précise :

*« La mise en service de l'alvéole n+1 sera conditionnée par le réaménagement de l'alvéole n-1 qui peut être le réaménagement final ou la mise en place d'une couverture intermédiaire en matériaux inertes dans le cas d'alvéole superposées » ;*

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 autorisant la société SUEZ RV Île-de-France à modifier les conditions d'exploitation de son site de Liancourt Saint-Pierre et Lierville ;

Vu l'alinéa 4 de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 susvisé qui précise, pour la composition de la couverture finale des casiers de l'installation :

*« Cette couverture est composée, du bas vers le haut :*

- d'un réseau de captage du biogaz associé au système de recirculation ;*
- d'une couche d'argile compactée d'une épaisseur minimale de 50 cm, d'une perméabilité d'au plus 10<sup>6</sup> m/s ;*
- d'une géomembrane soudée ou d'un dispositif équivalent ;*
- d'un système de drainage des eaux pluviales de la couverture (de type géocomposite de drainage ou équivalent) ;*
- d'une couche végétalisable d'une épaisseur minimale de 50 cm permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration et régulièrement entretenue. » ;*

Vu la visite d'inspection du 25 octobre 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 8 décembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV Île-de-France sur la commune de Liancourt-Saint-Pierre et Lierville n'est pas composée d'alvéoles superposées ;

Considérant par conséquent que, conformément à l'alinéa 1 l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 susvisé, la mise en service de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement final de l'alvéole n-1 ;

Considérant que l'installation est composée de trois casiers, chacun divisé en plusieurs alvéoles ;

Considérant que lors de la visite du 25 octobre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitation des casiers 1 et 3 était achevée ;

Considérant que lors de la visite du 25 octobre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le casier 2 était en cours d'exploitation alors que seule l'alvéole 1a des casiers 1 et 3 a fait l'objet du réaménagement final ;

Considérant que cet écart réglementaire avait déjà été constaté lors d'une visite réalisée le 3 juillet 2015 ;

Considérant que l'exploitant s'était alors engagé par courrier du 2 décembre 2015 à démarrer les travaux de réaménagement du casier 3 dès le printemps de l'année 2016 ;

Considérant que ces travaux n'ont débuté qu'à partir du 11 octobre 2016 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUEZ RV Île-de-France de respecter les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société SUEZ RV Île-de-France, exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Liancourt Saint-Pierre et Lierville, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 susvisé en mettant en œuvre pour les casiers 1 et 3 le réaménagement final prévu à l'alinéa 4 de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 susvisé **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

### Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :**

Le présent arrêté est notifié à la société SUEZ RV Île de France et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Liancourt-Saint-Pierre, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **30 JAN. 2017**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général



Blaise GOURTAY

**Destinataires :**

- Société SUEZ RV Île de France
- M. le Maire de la commune de Liancourt-Saint-Pierre
- M. le Maire de la commune de Lierville
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France
- M. le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la DREAL